

Un Munich pédagogique

Article paru dans l'édition du 29.05.08

Dans la complicité générale, Xavier Darcos propose de supprimer de deux heures de classe à l'école. Comment peut-on apprendre plus et mieux en travaillant moins ?

Une catastrophe est en marche, plus grave que les nouveaux programmes de l'école primaire ou les suppressions de postes qu'on dénonce dans la presse ou dans la rue. Il sera facile, en effet, de revenir sur ces mesures.

La suppression de deux heures de classe dans l'enseignement primaire et la semaine de quatre jours risquent au contraire d'être irréversibles. Personne ne dit rien ou presque. Le forfait s'accomplit dans l'indifférence générale. Munich s'était accompagné d'un « lâche soulagement », un lâche consentement, lui aussi, annonce une débâcle.

Les comparaisons internationales nous montrent en mauvaise position et 10 % à 15 % des élèves qui entrent en 6e sont incapables de suivre. Qu'est-ce qu'on fait ? On réduit la durée de l'enseignement ! A qui fera-t-on croire qu'il est possible d'apprendre mieux et plus en travaillant moins ? Même le ministre n'a pas osé dire du bien de cette mesure que lui a imposée - dit-on - un président qui n'a décidément pas besoin de réfléchir pour décider.

M. Darcos s'est borné à dire que nous restions « bien au-dessus de la moyenne des pays qui obtiennent les meilleures performances ». Mais pour réussir, c'est parce qu'ils répartissent les heures de classe dans toute la semaine. Vingt-quatre heures sur six jours sont beaucoup plus efficaces que sur quatre : tout le monde le sait. Du professeur Debré au docteur Hubert Montagner, les médecins ont répété que six heures de classe pour des enfants de moins de 8 ans, c'est trop pour être efficace.

Avec trente-six semaines de quatre jours, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 1er et le 8 mai, le 11 novembre, cela fera moins de 140 jours de classe par an. Il y en a 210 au Japon, 200 en Italie et au Danemark, 188 en Finlande, 190 en Grande-Bretagne. Et l'on se plaint du niveau des petits Français ? Il n'y a qu'une chose vraiment importante en éducation : c'est le travail des élèves. Sur quel miracle, sur quelle potion magique M. Darcos compte-t-il pour compenser les amputations qu'il décrète ?

Tout le monde le sait, mais personne ne dit rien. Où sont les défenseurs du niveau, si prompts à dénoncer toute innovation pédagogique ? Une vague promesse d'un retour aux bonnes vieilles méthodes les rassure : elles ont fait leurs preuves, disent-ils. Mais à raison de trente heures de classe par semaine, sans compter les heures supplémentaires prodiguées à la veille du certificat d'études. Croient-ils par hasard qu'elles seront aussi efficaces à raison de vingt-quatre heures ?

Avec un cinquième de temps en moins, il leur faudrait un an de plus. Et qu'on ne nous raconte pas qu'on va se concentrer sur les « fondamentaux », alors qu'on ajoute encore des matières. Et les parents d'élèves ? Ce sont les premiers intéressés. Trop contents de disposer du samedi, ils se sont bornés à des protestations de principe. Mais on pouvait leur donner cette matinée en prenant celle du mercredi ; un tribunal administratif vient de statuer que c'était compatible avec le catéchisme.

On pouvait aussi généraliser ce qui avait été accepté dans les départements qui avaient adopté la semaine de quatre jours : raccourcir un peu les vacances. Pas du tout : on supprime ces journées supplémentaires. Les princes qui nous gouvernent ne sont pas mesquins... La preuve ? Cette mesure ne rapporte rien au budget ; c'est pur cadeau.

Et les enseignants ? Rendons-leur cette justice : ils n'ont rien demandé. Les institutrices sont les premières inquiètes. Elles qui font travailler leurs élèves - car la classe n'est pas un cours -, elles mesurent mieux que quiconque l'impossibilité de faire plus avec moins et elles savent qu'elles en rendra responsables, demain, des échecs de l'école. Mais comment refuser un cadeau pareil ? Et pourtant, cette mesure compromet, plus que jamais, d'autres qui provoquent des grèves, l'enseignement de haut niveau et la qualité du service public que les syndicats prétendent défendre.

Le résultat de ces lâchetés et de ces hypocrisies est connu d'avance : le nombre des élèves incapables de suivre en 6e va augmenter. Je doute que quiconque ne proteste pas aujourd'hui de toutes ses forces contre cette mesure le droit d'ouvrir demain la bouche pour déplorer cet échec.

Ceux qui se prétendent démocrates et défenseurs du service public et ne dénoncent pas aujourd'hui cette entreprise de déconstruction sont menteurs. Les parents informés des classes moyennes et supérieures sauront compenser, par des recours divers et payants, mais fiscalement avantageux, les insuffisances organisées de l'école publique. Les milieux populaires, eux, feront les frais de cette amputation.

Il ne faut pas se payer de mots. J'attends qu'on m'explique comment des programmes plus copieux contribuent au resserrement sur les fondamentaux, et comment on apprend plus et mieux en travaillant moins.

Antoine Prost